

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
bd George Sand  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 09/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Mégisserie Rousseau 1**

Chemin de l'Usine à Gaz  
BP 12  
36110 Levroux

Références : Inspection du 14 mars 2024  
Code AIOT : 0010000600

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement Mégisserie Rousseau 1 implanté rue du Château d'eau BP n° 12 36110 Levroux. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Mégisserie Rousseau 1
- rue du Château d'eau BP n° 12 36110 Levroux
- Code AIOT : 0010000600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'effectif composant la mégisserie Rousseau est de 4 personnes.

Établissement dont l'exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000 et l'arrêté préfectoral du 5 août 2010.

Rubriques de classement de l'établissement soumises à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées :

- 2350 : Tanneries, mégisseries.
- 2355 : Dépôts de peaux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion de suite de l'inspection du 16 octobre 2020	Arrêté Préfectoral du 05/08/2010, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.1.A.b	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.1.B.a	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Analyse des substances per-et polyfluoroalkylées (PFAS)	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Qualité des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.1.D.c	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.1.A.c	Sans objet
6	Conditions générales de rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.1.C.g	Sans objet
8	Conception et aménagement des infrastructures	Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.5.D.d	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de suite de l'inspection du 16 octobre 2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2010, article 4				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, RSDE				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Les paramètres pour les substances 4-chloro-3-méthylphénol total, plomb et tétrachloréthylène ne répondent pas à au moins l'une des trois conditions permettant l'abandon de l'action RSDE.				
<b>Constats :</b>				
Lors de la visite de 2020, l'Inspection avait noté que les paramètres pour les substances 4-chloro-3-méthylphénol total, plomb et tétrachloréthylène ne répondaient pas à au moins l'une des trois conditions permettant l'abandon de l'action RSDE (concentration inférieure à 10 fois la NQE pour les 3 polluants 4-chloro-3-méthylphénol total (92 µg/l), plomb (72 µg/l) et tétrachloréthylène (100 µg/l)).				
L'inspection constate que les 4 dernières mesures de 2020 et 2021 montrent le respect de ces critères.				
Cependant l'exploitant n'a pas formalisé la demande d'arrêt de la surveillance du 4-chloro-3-méthylphénol total, du plomb (72 µg/l) et du tétrachloréthylène				
<b>Date prélèvement / Paramètres</b>	<b>25 février 2020</b>	<b>18 juin 2020</b>	<b>11 décembre 2020</b>	<b>23 février 2021</b>
<b>Plomb total</b>	<0.010 mg/l	<0.010 mg/l	<0.002 mg/l	<0.002 mg/l
<b>Tétrachloréthylène</b>	<0.15 µg/l	<0.15 µg/l	<0.15 µg/l	<0.15 µg/l
<b>4-Chloro-3méthylphénol</b>	0.40 µg/l	0.35 µg/l	0.13 µg/l	0.27 µg/l
L'exploitant demande l'arrêt de l'analyse de ces paramètres cependant, l'exploitant devra communiquer à l'inspection, la justification suite à ces analyses de l'arrêt de l'action RSDE <b>L'exploitant devra porter à la connaissance de Monsieur le Préfet l'abandon de l'action RSDE suite au derniers résultats connus [PdC n°1]</b>				
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>				
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de ré-				

pondre au constat [PdC n°1] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

#### N° 2 : Prévention de la pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.1.A.b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection du forage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En tête du puits, le ciment doit constituer un socle de 50 cm de hauteur par rapport au terrain naturel pour éviter toute infiltration le long de la colonne. En zone inondable, le tube de soutènement restera au-dessus du niveau des plus hautes eaux.</p> <p>Une dalle de 3 m<sup>2</sup> sera réalisée autour de la tête du forage, pente dirigée vers l'extérieur[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que le forage n'est plus en service et que celui-ci est déconnecté du circuit d'alimentation en eau du site.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en sécurité ni condamné son forage conformément à la réglementation en vigueur (arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996)</p> <p>L'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Monsieur le Préfet les modifications d'exploiter relatives au forage.</p> <p><b>L'exploitant devra mettre en sécurité et condamner son forage conformément à la réglementation en vigueur et devra porter à la connaissance de Monsieur le Préfet les modifications d'exploiter relatives au forage [PdC n°2]</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

#### N° 3 : Prévention de la pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.1.A.c
<b>Thème(s) :</b> Autre, Consommation eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le relevé des volumes est effectué hebdomadairement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont</p>

limités à : [...] - 35 m3/j
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise informatiquement ses relevés journaliers durant son activité. Par sondage, il a été relevé une consommation de 10 m3/j le 21 décembre 2023 et 7 m3/j le 24 janvier 2024 Pas d'écart constaté
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.1.B.a
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.
<b>Constats :</b>  L'Inspection a constaté la présence de nombreuses rétentions réparties sur le site, il est difficile d'estimer la capacité des réservoirs associés aux retentions . La rétention «huile poisson» est non conforme, celle-ci ne recouvre pas la surface du contenant situé dessus.  <b>L'exploitant devra modifier ou remplacer la rétention destinée au réservoir « huile poisson » et transmettre à l'inspection une photo ainsi qu'une attestation de la bonne conformité.</b> <b>L'exploitant devra transmettre à l'inspection le volume des retentions et les volumes de produits associés zone par zone afin de déterminer la bonne conformité par rapport à l'arrêté préfectoral</b>

<b>[PdC n°4]</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°4] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

#### N° 5 : Analyse des substances per-et polyfluoroalkylées (PFAS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées
<b>Constats :</b>  L'exploitant est sous le régime de l' Autorisation avec la rubrique 2350 avec des capacités de productions supérieur à 5 tonnes par jour. Les analyses PFAS sont obligatoires pour les sites à Autorisation L'exploitant informe l'inspection que le seuil de 5 tonnes n'est plus d'actualité, ainsi Les capacités de productions seraient inférieures à 5 tonnes/j.  <b>L'exploitant devra porter à la connaissance du Préfet les modifications d'exploiter au titre de la rubrique 2350 [PdC n°5].</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°5] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

#### N° 6 : Conditions générales de rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.1.C.g
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet dans un ouvrage collectif
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le raccordement au réseau d'assainissement collectif de LEVROUX se fait en accord avec le gestionnaire du réseau. La convention de rejet est actualisée avant la mise en service de l'étage biolo-

gique de la station d'épuration communale et en tout état de cause dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. La convention sera transmise à l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a signé le 12/09/2022 une nouvelle convention de déversement d'eaux usées non domestiques avec le gestionnaire du réseau SUEZ.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Qualité des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.1.D.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limites du rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes [...]Le rapport DCO/DBO5 ne devra pas dépasser trois.[...]
<b>Constats :</b>  <div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> <b>Constats</b>   Relevé 08 décembre 2023 laboratoire IANESCO:  DCO: 260 mg/l  MES: 12 mg/l  DBO5: 260 mg/l  Cr:&lt;0.005 mg/l  Pt: 0.24 mg/l  NgL:171 mg/l   Relevé 12 janvier 2024 laboratoire IANESCO:  DCO: 330 mg/l  MES: 35 mg/l  pH de 6.9  Température 17°C   Relevé 18 janvier 2024 laboratoire IANESCO:  DCO: 1520 mg/l  MES: 440 mg/l  pH de 7.4  Température 17°C   Relevé 15 février 2024 laboratoire IANESCO: </div>



DCO: 330 mg/l  
MES: 80 mg/l  
pH de 8.2  
Température 17°C

Relevé 22 février 2024 laboratoire IANESCO:

DCO: 350 mg/l  
MES: 47 mg/l  
pH de 8.4  
Température 18°C

Les paramètres analysés sont conformes à l'Arrêté Préfectoral du 21 mars 2000.

Il n'est pas relevé de non conformité sur le dépassement de concentration.

Cependant, l'inspection constate lors de la visite que le débit de rejet n'est pas en continu et l'exploitant indique faire que des rejets par bâchées.

L'exploitant informe l'inspection qu'il ne réalise plus les analyses annuelles sur les paramètres graisses (prescription de l'article III.1.E.A de l'AP du 21 mars 2000 du fait de sa modification de process)

Le rapport DCO/DBO5 est respecté pour le prélèvement du 8 décembre 2023

**L'exploitant devra porter à la connaissance du Préfet les modifications d'exploiter au titre de ses rejets qui sont réalisés en bâchés et non en continu, il profitera pour aborder dans sa demande la suppression de l'analyse du paramètre " graisses" .[PdC n°7].**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°7] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Conception et aménagement des infrastructures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2000, article III.5.D.d

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques - mise à la terre

**Prescription contrôlée :**

[...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.[...]

**Constats :**

L'exploitant fait la vérification annuelle de ses installations électriques.

La société APAVE a réalisé le 31/10/2023 un rapport de vérification électrique

(801440.01.60.23.N.001).

Il apparait 4 préconisations sur le rapport,

Le 14 mars 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection un courrier attestant que les 4 préconisations étaient solutionnées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Type de suites proposées :** Sans suite